



STOP
CETA - UE-MERCOSUR

L'accord UE-Mercosur n'est pas la réponse à la guerre commerciale

REACTION – Lundi 7 avril 2025

Depuis quelques jours, des partisans de l'accord de libre-échange UE-Mercosur surfent sur les droits de douane généralisés imposés par Donald Trump. Ils prennent prétexte de ces annonces pour en appeler à une ratification rapide de l'accord le plus contesté de l'histoire européenne. Pour le collectif national Stop-Mercosur, qui regroupe les organisations de la société civile mobilisées contre cet accord, ils font fausse route. On ne répond pas à une situation inédite de remise en cause des règles du commerce international de ces 30 dernières années par la mise en œuvre d'un accord dont toutes les études montrent qu'il fait peser de graves dangers sur de nombreuses filières agricoles en Europe, des filières industrielles dans les pays du Mercosur, et sur le climat et les écosystèmes. Nous disons : "Stop aux discours idéologiques et aux fausses solutions".

Donald Trump ne mène pas une politique de démondialisation, mais utilise les droits de douane pour affirmer la puissance des États-Unis à l'échelle internationale. Nous appelons les décideurs politiques français et européens à nous sortir de cette impasse mortifère : nous n'avons pas besoin de plus d'accords de libre-échange, et donc de dérégulations des politiques publiques, laissant exsangues les filières et territoires les moins compétitifs. Au contraire, nous avons besoin de régulations accrues du commerce international qui permettent que le bien-être des populations, la qualité des emplois, la souveraineté alimentaire, la protection des écosystèmes, les enjeux de solidarité internationale, priment sur l'accroissement sans limite du commerce international.

Réaction des organisations membres du collectif national Stop Mercosur.

Pour Maxime Combes, économiste à l'Aitec : "La remise en cause de la mondialisation ne date pas des annonces de Donald Trump mais de la crise financière de 2008-2009 à laquelle a succédé une période de slowbalisation. Il est temps de tirer les leçons des cinq dernières années (pandémie, guerre en Ukraine, les tensions commerciales) puisque c'est la troisième fois que nos emplois, nos activités, nos entreprises sont victimes de décisions ou d'événements ayant lieu à l'extérieur de nos frontières et sur lesquels nous n'avons aucune prise. Il est urgent de réduire notre dépendance (approvisionnement et débouchés productifs) à ces marchés mondiaux qui sont sources de vulnérabilités économiques, sociales, écologiques et démocratiques".

Pour Nicolas Roux, du conseil d'administration d'Attac : "Le retour de Trump et la montée des autoritarismes démontrent l'échec du libre-échange. Il a creusé les inégalités à l'échelle mondiale, contribué à la dégradation de l'environnement et sacrifié la petite paysannerie sur l'autel des exportations, pour le bénéfice du capital transnational. L'Union européenne devrait urgemment tirer les conséquences de la situation géopolitique et changer de logiciel commercial, afin d'éviter de sombrer dans une mondialisation dominée par des capitalismes autoritaires états-unien et chinois".

Pour Laurence Marandola, porte-parole nationale de la Confédération paysanne : "La guerre commerciale mondialisée est inacceptable. Trump et d'autres, tentent d'imposer le libéralisme et l'impérialisme poussé à l'extrême. Ces annonces, les réactions en chaîne ou encore les déclarations pour accélérer la signature de l'accord UE-MERCOSUR ou d'autres accords de libre-échange ne feront que détruire davantage les paysan·nes, travailleur·euses et les peuples pour satisfaire les appétits et le pouvoir de quelques-uns. Rechercher la compétitivité à tout prix est mortifère, à coup d'écrasement des règles sociales, sanitaires et environnementales, à cout d'abandon de filières entières (fruits et légumes, miel, viandes) et de ses producteur·rices. Il est urgent de stopper cette fuite en avant et de construire un commerce international basé sur la souveraineté alimentaire."

Pour Clément Helary, chargé de campagne forêts à Greenpeace France : "Ces récentes annonces du président des États-Unis ne doivent pas servir de prétexte aux promoteurs de l'accord UE-Mercosur : elles ne changent rien aux effets délétères qu'aurait cet accord sur le climat, les écosystèmes et la souveraineté alimentaire, en Europe comme dans les pays du Mercosur. Les décideurs européens ne doivent pas privilégier les logiques commerciales et financières de grands intérêts privés au détriment de l'intérêt général."

Organisations membres du collectif national Stop CETA-Mercosur : ActionAid France, Aitec, Amis de la Terre France, Attac France, Confédération paysanne, CGT, Greenpeace France, Fédération Artisans du Monde, Fondation Copernic, FoodWatch, FNE, FSU, Solidaires, etc